N° 494 - 2026

ARRETE MUNICIPAL PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
Boulevard de la France Libre en CROZON

La Maire de la Commune de CROZON,

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi N° 82-623 du 22 juillet 1982 et la loi N°83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2213.1,

Vu le Code de la Route,

Vu le nouveau Code Pénal,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie : signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents,

Considérant que des travaux de mise à la côte de tampon doivent être exécutés au 97 Boulevard de la France Libre en CROZON, par l'entreprise COLAS France - SPAC BRETAGNE – ZI. Stang ar Garront - BP3 - 29150 CHATEAULIN pour le compte de la Communauté des Communes de la Presqu'île de Crozon Aulne Maritime, du 15 au 20 juin 2026,

Considérant que ces travaux rendent nécessaire l'application de mesures de précautions spéciales,

ARRETE

ARTICLE 1 **Du 15 au 20 juin 2026**
Afin de sécuriser le chantier, le stationnement de tout véhicule sera interdit Boulevard de la France Libre en CROZON, afin de permettre la réalisation de travaux de mise à la côte de tampon.

ARTICLE 2 **Du 15 au 20 juin 2026**
Durant la période des travaux, la circulation sera réglementée comme suit :

- Stationnement interdit
- Rétrécissement de chaussée
- Panneaux travaux
- Vitesse limitée à 30 km/h

ARTICLE 3 La pré-signalisation et la signalisation de chantier seront mises en place sous la responsabilité de l'entreprise COLAS France - SPAC BRETAGNE – ZI. Stang ar Garront BP3 - 29150 CHATEAULIN.

ARTICLE 4 L'accès aux propriétés riveraines, aux secours et au service de répurgation sera maintenu.

ARTICLE 5 Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

ARTICLE 6 Le présent arrêté sera apporté à la connaissance du public par apposition aux extrémités des panneaux et matériels de signalisation réglementaire.

ARTICLE 7 Tout véhicule gênant fera l'objet d'une mise en fourrière par un service de dépannage agréé aux frais du propriétaire, sous le contrôle de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

ARTICLE 8 Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie.

ARTICLE 9 Une ampliation du présent arrêté sera adressée à :
Directrice Générale des Services de la ville de CROZON
BTA Gendarmerie de la Presqu'île de CROZON
Police Municipale
Services Techniques Municipaux
Communauté des Communes de la Presqu'île de Crozon Aulne Maritime.

Sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera notifié à l'entreprise COLAS France - SPAC BRETAGNE – ZI. Stang ar Garront - BP3 - 29150 CHATEAULIN.

Pour extrait certifié conforme
A CROZON, le 10 juin 2026

P/La Maire

MAIRIE DE CROZON (Finistère)

L'Adjoint délégué

Hervé LE ROUX